

Édito

Demain, on rase gratis !



“ Dans un an se dérouleront les élections législatives, et dans quelques mois, les élections communales et provinciales. Une longue période de campagne(s) électorale(s) vient donc de commencer. Les discours politiques se font plus tranchés, les polémiques plus intenses et plus fréquentes. Les différents partis présentent progressivement leurs « engagements », « priorités » et autres « promesses » pour tenter de séduire et convaincre les électeurs.

Le secteur de l'enseignement n'échappe certainement pas à ce rituel consubstantiellement lié au fonctionnement de nos régimes démocratiques. « *Demain, on rase gratis !* », dit-on volontiers, suivant la formule prêtée à un barbier qui appâtait ses clients avec une promesse de gratuité toujours reportée au lendemain. Puisque sa pancarte restait toujours en place, « demain » signifiait en fait « jamais »... On prête à l'ancien président français Jacques CHIRAC une formule encore plus crue : « *Les promesses n'engagent que ceux qui y croient.* »

À n'en pas douter, de telles promesses ont déjà commencé à s'exprimer, les unes chargées de flatter les parents, d'autres les enseignants. L'esprit critique, tant célébré dans les décrets et référentiels sur l'éducation à la citoyenneté, va pouvoir trouver ici un terrain d'exercice particulièrement privilégié et grandeur nature. En effet, même les promesses apparemment gratuites ont le plus souvent un (grand) cout. Et la bonne question est de savoir, dans l'hypothèse jamais à exclure où elles seraient (partiellement) tenues, qui en règlera la facture finale.

Dans l'enseignement, la réponse à cette question – qui peut avoir l'air compliquée – est en fait assez simple : les dérapages budgétaires importants, quelle qu'en soit la cause, finissent toujours par être « ajustés » en tout ou en partie sur la « masse salariale » des enseignants, puisque celle-ci représente environ 80% du budget total. Nombre d'entre nous se rappellent très bien les dérives des années 90 et les mesures « correctrices » qui avaient suivi.

François MARTOU, ancien président du Mouvement ouvrier chrétien, tenait à une formule moins cynique : « *Demain, il fera jour* », disait-il volontiers. Une manière de dire : « *Gardons foi en l'avenir, sans chercher à brusquer les choses, tout en faisant confiance à la dynamique de notre société et de tous ceux qui la font* ». Celle-ci, en effet, ne résulte pas seulement de l'action des gouvernements ou des parlementaires. La démocratie ne se joue pas uniquement dans l'isolement, mais aussi – et peut-être surtout – au cœur des multiples initiatives citoyennes et associatives qui concrétisent le « vivre ensemble » si souvent proclamé.

Aux 10 000 bénévoles qui s'engagent dans les Pouvoirs organisateurs de l'enseignement libre, aux directions, aux enseignants, aux éducateurs, au personnel administratif et ouvrier, simplement merci ! ■

Étienne MICHEL

Directeur général du SeGEC

8 mai 2018